

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 28/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VERHAEGHE INDUSTRIES**

Parc d'Activités Ravennes les Francs  
Avenue Jean Perrin  
59910 Bondues

Références : 13062024\_VERHAEGHE\_BONDUES  
Code AIOT : 0007000553

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement VERHAEGHE INDUSTRIES implanté Parc d'Activités Ravennes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERHAEGHE INDUSTRIES
- Parc d'Activités Ravennes les Francs Avenue Jean Perrin 59587 Bondues
- Code AIOT : 0007000553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERHAEGHE INDUSTRIES fait partie du groupe français SAGAERT. Elle a été rachetée il y a une dizaine d'années à la famille VERHAEGHE qui reste propriétaire du terrain et des bâtiments.

L'entreprise exploite un atelier de teinture sur fil, dans un bâtiment unique, établi sur la zone d'activité de Ravenne-les-Francis à BONDUES.

L'établissement met en œuvre les procédés suivants :

- teinture en autoclave de tout type de fils continus ou filés de fibre ;
- teinture en continu sur Aramides, Nomex, etc ;
- traitements de lavage, rétraction, adoucissage, hydrofugation.

La société vend les bobines de fils teintés à d'autres entités du groupe SAGAERT mais également à des clients propres. Les bobines serviront notamment à fabriquer des lacets, des cordes ou encore des sangles.

L'établissement est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 au titre de la rubrique 2330 - Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - de la nomenclature des installations classées.

Le volume d'activité autorisé de l'atelier de teinture est de 8 tonnes/jour. Ce volume d'activité a été réduit à 4,5 tonnes/jour par arrêté préfectoral complémentaire du 05 janvier 2006.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Sobriété hydrique
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a fait un point avec l'exploitant sur le projet de mise en demeure suite à l'inspection du 11/04/2023 portant sur les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Réseaux – ouvrages de rejet - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002 article : 9.1 - délai : 8 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- nom : Valeurs limites d'émission – autosurveillance - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2016 article : 2 - délai : 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- nom : Entretien des réseaux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2002 article : 4.2. - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- nom : Etude technico économique - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/12/2019 article : 2 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;

Les constats sont :

- L'inspection constate qu'un nouveau point de prélèvement a été aménagé. Un canal de Venturi a été mis en place (ISO 415). L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés début 2024 par la société D3EM et cofinancés à 50 % par l'agence de l'eau.

Les travaux ont compris également le remplacement d'équipement : nouveaux pH mètre, enregistreur numérique et préleveur.

- Pour le respect des valeurs limites d'émission, l'exploitant a mis en œuvre les actions suivantes :

\* Phosphore : l'exploitant a mené des analyses d'eau afin de déterminer l'origine des dépassements de la VLE. Son hypothèse la plus probable est celle des engrais sur les fibres textile. Il envisage de poursuivre les investigations en comparant les eaux de process entre le traitement de fibre coton bio et conventionnelle. Des analyses de fibre sont également envisagées.

\* Température : l'exploitant a modifié le process afin de diminuer la température de sortie. Plus précisément, il a baissé le seuil d'envoi vers l'échangeur des eaux de 60 à 50 °C.

\* pH : l'exploitant a amélioré l'agitateur ce qui a permis de baisser le pH des eaux de rejet. Les résultats d'autosurveillance montrent des valeurs conformes.

\* MES et AOX : les résultats d'autosurveillance ne montrent plus de dépassement.

L'exploitant a indiqué à l'inspection être bloqué lors de la transmission des résultats d'autosurveillance dans GIDAF sur les fenêtres demandant des justifications/commentaires.

L'inspection a rappelé ce qui était attendu dans ce type de fenêtre et qu'il est obligatoire de donner des informations correctes.

- L'exploitant n'a pas, à la date de l'inspection, réalisé de diagnostic de son réseau afin de s'assurer de son bon état et de son étanchéité.

- Etude technico-économique : suite à l'arrêté préfectoral du 14 mai 2020, le volume d'eau prélevé dans la nappe du calcaire carbonifère est passé de 54 300 m<sup>3</sup>/an à 45 000 m<sup>3</sup>/an. Les différentes actions menées par l'exploitant montrent globalement des résultats sur le respect des VLE. Seul le paramètre phosphore reste difficilement maîtrisable pour l'exploitant.

Les prescriptions pour lesquelles un projet de mise en demeure a été proposé à monsieur le préfet ne sont pas toutes respectées. L'inspection demande de maintenir le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société VERHAEGHE à BONDUES.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Forages           | Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.3. | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|-------------------------|--|-------------------|
| 1  | Forages                 | Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.1.   | Sans objet        |
| 3  | Remplissage du registre | Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.4.   | Sans objet        |
| 4  | Prélèvements d'eau      | Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 3        | Sans objet        |
| 5  | Rétentions              | Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.5.1.1. | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 13/06/2024 de l'établissement VERHAEGHE à BONDUES sur la thématique du prélèvement d'eau dans la nappe du calcaire carbonifère.

Les volumes prélevés respectent l'autorisation donnée par l'arrêté préfectoral du 14/05/2020.

Une non-conformité a été relevée :

L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et à ses abords conformément à l'art. 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28/01/2002. L'inspection demande à l'exploitant des justificatifs à transmettre dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Forages

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.1.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'Exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un dossier comprenant les documents suivants:<br><br>1. Une coupe géologique des terrains traversés établie par une personne qualifiée et indiquant :<br>La cote Nivellement Général de la France (N.G.F.) de l'orifice ;<br>Les niveaux statiques des différentes nappes rencontrées éventuellement au cours du creusement;<br><br>2. Une coupe technique du forage sur laquelle figurent :<br>- Les caractéristiques du tubage;<br>- La position et la nature des bouchons annulaires isolant les eaux superficielles et éventuellement les niveaux aquifères différents;<br>- La position des crépines de pompes;<br><br>3. Les différents bulletins d'analyse chimique de l'eau extraite établis par un Laboratoire officiel ;<br><br>4. Une note indiquant les résultats des essais de débit réalisés. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate que le dossier de demande d'autorisation de juin 2000 de l'exploitant comprend une partie (annexe 1 de l'étude d'impact) décrivant les caractéristiques du forage. Le forage a été réalisé le 23/06/1928 à une profondeur initiale de 163,40 m. Il est répertorié auprès du BRGM (indice de classement national: 0014 3B 0103).<br><br>L'annexe 1 de l'étude d'impact comprend :<br>- une coupe géologique des terrains traversés établie par le BRGM.<br>- une coupe technique du forage avec les caractéristiques du tubage, de la pompe avec les courbes de fonctionnement. Le document technique mentionne les débits possibles techniquement en 1928.<br>- Des analyses d'eau : réalisée par l'institut Pasteur de Lille (1969) et le centre textile de contrôle et de recherche scientifique (1964).   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 2 : Forages

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.3.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de la nappe  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'Exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.</p> <p>L'accès du forage est protégé par une clôture.</p> <p>Des aires bétonnées avec pentes centripètes d'un mètre de rayon sont réalisées autour des forages.</p> <p>Les eaux de ruissellement doivent être canalisées pour ne pas contaminer le captage.</p> <p>Les eaux contaminées générées par la lutte contre les incendies ne doivent pas pouvoir rejoindre le forage.</p> <p>Le forage doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout dispositif équivalent.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage se situe sur une parcelle différente de l'établissement de VERHAEGHE : rue d'Amsterdam sur le site de la société LMC. L'accès est protégé par une clôture.</p> <p>Le forage se trouve dans un local en brique et parpaing fermé à clé et toit en tôle.</p> <p>L'inspection constate qu'une petite ouverture (moins de 1m<sup>2</sup>) a été réalisée dans le toit : il s'agit d'un acte de vandalisme. L'ouverture est sur un coin du toit. L'inspection constate qu'une partie du sol est couvert de débris divers : matériaux de calorifugeage, bidons vides, papier, caillou.</p> <p>L'inspection a constaté que le sol du bâtiment était visuellement sec.</p> <p><b>L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords conformément à l'art. 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28/01/2002.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un justificatif du nettoyage intérieur du local (photos représentatives, bon de prise en charge des déchets).</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

**N° 3 : Remplissage du registre**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 3.2.4. |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau               |

**Prescription contrôlée :**

Le forage doit être muni d'un dispositif de mesure totalisateur installé sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage et plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

L'inspection constate la présence d'un dispositif de mesure totalisateur sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage.

Le relevé des volumes prélevés est effectué hebdomadairement: l'exploitant indique le réaliser chaque vendredi. Le support est physique (feuille papier).

Puis les relevés sont sommés au mois et archivés dans un fichier Excel faisant office de registre.

L'exploitant a montré son fichier de suivi à l'inspection.

Post inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le registre modifié comprenant les relevés hebdomadaires à compter du 1er janvier 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Prélèvements d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Limite de prélèvement

**Prescription contrôlée :**

L'eau utilisée dans l'établissement provient d'un forage dans la nappe du calcaire carbonifère situé au 85 rue d'Amsterdam et de la récupération des eaux pluviales de toiture non susceptibles d'être polluées.

L'exploitant ne possède pas de branchement sur l'eau de ville. La commune n'ayant pas été mentionnée dans le projet d'arrêté. Il s'agit du forage sur le site.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:

| Origine de la ressource | Nom de la masse d'eau                       | Code national de la masse d'eau (S A N D R E) | Prélèvement maximal annuel (m3/an) | Débit maximal horaire (m3/h) | Débit maximal journalier (m3/j) |
|-------------------------|---|---|------------------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| Eau souterraine         | Calcaire carbonifère de ROUBAIX - TOURCOING | FRAG0015                                      | 45000                              | 25                           | 225                             |

L'eau extraite du forage ne peut être considérée comme une eau destinée à la consommation humaine au sens du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 modifié.

Les points d'alimentation en eau de forage et en eau de pluie doivent porter la mention «eau non

|   |
|---|
| potable».   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que l'eau utilisée dans le processus industriel provient du forage dans la nappe du calcaire carbonifère et de la récupération des eaux pluviales.</p> <p>Le forage correspond à celui du constat n°1 du présent rapport.</p> <p>La récupération des eaux pluviales est réalisée sur une partie de la toiture des installations. L'exploitant estime à environ 800 m³/an d'eaux pluviales récupérés sur 1000 m² de toiture, ce qui correspond à environ 3 jours de production.</p> <p>Sur les quantités prélevées par le forage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 41 664 m³ ont été prélevés en 2023 (données GEREP). Le registre tenu par l'exploitant indique également ce volume.</li> </ul> <p>Sur les 5 premiers mois de 2024, 14144 m³ ont été prélevés. Ce volume en 2024 ne constitue pas une surexploitation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En 2023 et 2024, les volumes journaliers sont respectés d'après le registre de l'exploitant. L'inspection constate que les volumes prélevés sont en baisse depuis janvier 2024 : en moyenne 128 m³/j en prenant 14144 m³ prélevés sur 110 jours de fonctionnement (estimation en enlevant les samedi et dimanche uniquement) depuis le 01/01/2024 contre environ 195 m³ sur la même période en 2023.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

#### N° 5 : Rétentions

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2002, article 4.5.1.1.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des stockages   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% de la capacité du plus grand réservoir;</li> <li>- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention doit être au moins égale à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le cas de liquides inflammables à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts;</li> <li>- Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 l (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l).</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les stockages de liquides susceptibles d'engendrer une pollution des eaux, présents dans l'atelier, étaient associés à une capacité de rétention. Les liquides étaient conditionnées dans des conteneurs type GRV (1000 L) ou type fût bleu (120-200 L).</p> |



L'inspection n'a pas constaté la présence de liquides susceptibles d'engendrer une pollution des eaux dans les autres lieux traversés (bureau, hall d'expédition et réception).

Les capacités de rétention mises en place par l'exploitant sont visuellement cohérentes avec les volumes de liquides associés.

**Type de suites proposées :** Sans suite